

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient s'opposer à une réglementation par le gouvernement du contenu sur les réseaux sociaux.

Un risque de censure

Plusieurs craignent que l'intervention du gouvernement dans la réglementation du contenu en ligne ne mène à des débordements et ultimement à une censure de certaines opinions dans l'espace numérique. Si les plateformes de réseaux sociaux constituent le nouvel espace public, alors tous.les Canadien.ne.s devraient avoir le droit fondamental de participer à cet espace public.

La situation pourrait empirer

Limiter ce qui est dit sur les réseaux sociaux pourrait pousser les discussions controversées vers des endroits plus difficiles d'accès sur le Web, là où elles seraient plus difficiles à surveiller et où les autres utilisateur.ice.s ne les remettraient pas en question. Limiter les types de discours admissibles sur les réseaux sociaux pourrait en réalité accroître le contenu préjudiciable en ligne.

Un problème de définition

Les règles encadrant le contenu sur les réseaux sociaux sont souvent trop vagues, et il n'est pas toujours évident de déterminer si une publication enfreint ou non la norme. Si les décisions concernant les types de discours autorisés sont trop subjectives, cela peut porter atteinte à la liberté d'expression.

Un problème pratique

Même en parvenant à définir clairement ce qui constitue du contenu préjudiciable, il est quasi impossible de le modérer correctement. Il y a bien trop de contenu à traiter pour qu'un humain puisse le faire et l'intelligence artificielle n'est pas encore suffisamment performante pour repérer des contenus qui violent une politique, mais de manière indirecte ou subtile. L'utilisation de l'intelligence artificielle pose aussi le risque qu'un contenu soit accidentellement interdit, ce qui porterait atteinte à la liberté d'expression.

Un libre marché des idées

Les réseaux sociaux offrent un espace où nous pouvons nous exprimer et échanger nos croyances et nos points de vue avec un large public. Si quelqu'un dit quelque chose qui est socialement inacceptable, il appartient aux autres utilisateur.ice.s - et non au gouvernement - d'expliquer pourquoi cette opinion est erronée et de fournir des contre-arguments. En ce sens, les idées sur les réseaux sociaux s'autorégulent : les opinions et les idées les plus sensées l'emportent.

Pour en savoir plus

- [Brut | Pourquoi limiter la liberté d'expression est dangereux selon Anastasia Colosimo](#)
- [La Presse | Excès de messages censurés, liberté d'expression limitée](#)